

Jean-Luc Gréau

La trahison des économistes



le débat
Gallimard

Extrait de la publication

LA TRAHISON DES ÉCONOMISTES

JEAN-LUC GRÉAU

**LA TRAHISON
DES
ÉCONOMISTES**

le débat

Gallimard

Les seules choses indispensables à la vie humaine sont l'air, le boire, le manger et l'excrétion, et la recherche de la vérité.

JONATHAN LITTELL

La prise du pouvoir par la vulgate néo-libérale

Jamais, depuis les débuts de la réflexion économique, on n'avait vu une telle coalition des représentants de la discipline. Alors que l'histoire des théories économiques est tissée d'une succession de controverses, ardentes le plus souvent et parfois violentes, sur la valeur, la nature de la monnaie, les formes de la concurrence, le rôle présumé du capital, les bienfaits ou les dangers de l'intervention publique dans la marche des affaires, le débat d'aujourd'hui nous offre une morne plaine. La France, réputée terre d'élection pour la critique, offre une illustration révélatrice de l'alignement des idées économiques sur les étalons internationaux. Un véritable clergé, composé d'économistes institutionnels, de banques, d'organismes de recherche, s'y emploie à escamoter tout ce qui pourrait être mis en question pour éclairer les dirigeants politiques et cette fraction de l'opinion dont la curiosité intellectuelle n'a pas encore été découragée. En dépit des multiples embardées de la conjoncture ou des vicissitudes répétées des marchés financiers qui ont été observées ces trente dernières années, période durant laquelle nous nous sommes éloignés du capitalisme keynésien, l'espace de la réflexion s'est continuellement rétréci. Nous sommes aujourd'hui en présence de ce que la théorie

économique spécialisée dans les questions de la concurrence nomme une position dominante. Alors que le keynésianisme n'a jamais réussi à établir une position de cette sorte, et moins encore un monopole, soumis qu'il était à la contestation de différents courants libéraux comme à la concurrence d'une théorie marxiste encore vigoureuse, un nouveau courant, qui prétend incarner la praxis libérale de l'économie en marche, est parvenu à englober toute tentative de penser l'économie autrement qu'il l'entend.

Mais, dira-t-on, que faites-vous du courant altermondialiste? Avez-vous oublié tout ce qu'il a déployé d'efforts et d'arguments pour faire obstacle à ce monopole? Et, d'ailleurs, n'est-ce pas lui qui a dénoncé les ravages de la pensée unique? Certes. Mais le courant altermondialiste mêle en son sein deux inspirations. La première incrimine la subordination inconditionnelle des populations et des États au capitalisme contemporain détaché des anciennes entraves nationales. Elle se préoccupe de voir un système économique de plus en plus monolithique imposer l'obéissance à des contraintes toujours plus rudes de compétitivité économique et de rentabilité financière. Elle croit discerner un mouvement majeur, nouveau dans l'histoire économique, qui entraînerait les peuples dans une lutte sans merci, sous prétexte de concurrence mondiale. Au fond, elle craint pour le monde d'aujourd'hui, délivré de l'hypothèque communiste, ce que redoutaient les libéraux des générations précédentes : la mise en forme définitive d'un mode de production et d'un modèle de société au nom d'une Histoire conçue par l'idéologie. Mais elle est elle-même entravée et largement annihilée par la deuxième inspiration du courant altermondialiste. Il s'agit ici de ce qu'il conviendrait d'appeler un « négationnisme économique ». Selon cette inspiration, l'économie n'existe pas. Elle est un

mensonge en soi. Il n'y a pas à se préoccuper du fonctionnement des marchés, du rôle de ces acteurs qu'on appelle les entreprises, de la formation des prix, de la nature des cycles, puisque tout cela procède d'un chaos organisé sous l'impulsion des puissants de ce monde. Inutile de perdre de précieux moments et d'user ses forces à comprendre alors qu'il faut seulement abattre la bête immonde. On ne doit surtout pas se risquer à faire la théorie d'un système qui ne mérite, au mieux, pour rendre compte de sa nature, qu'un « antimanuel¹ ».

La persistance d'un courant d'opinion fondé sur un antilibéralisme de principe, négateur de toute logique économique autre que celle de la prédation spontanée des populations par l'ensemble des grands acteurs du système, vient renforcer la position dominante des néo-libéraux qu'il prétend combattre. Le discours ultracritique qu'il développe concourt au paradoxe suivant : le capitalisme qui nous accable est le *vrai* capitalisme, celui qui incarne dans son essence, une fois pour toutes, l'économie du profit maximal et la société de la marchandise universelle. Les transformations récentes de l'économie auraient permis le recalage du système sur ses véritables fondements, après les épisodes qui l'avaient vu s'accommoder du progrès matériel et moral des populations, à l'occasion de la deuxième révolution industrielle et de son couronnement socio-économique dans le régime keynésien de l'après-guerre. À entendre les gauchistes proclamés, nous serions providentiellement délivrés du leurre que formait l'association contre nature d'une économie capitaliste et d'une gestion quelque peu progressiste de la société dans le sens le plus

1. Bernard Maris, *Antimanuel d'économie*, Rosny-sous-Bois, Éditions Bréal, 2006. L'auteur s'y efforce d'invalider toute espèce de pensée économique autre que critique du système en tant que tel.

large du terme. Où il apparaît ainsi que le néo-libéralisme et le gauchisme extrême s'alignent sur la même vision de l'histoire économique récente, celle d'un inévitable retour aux sources porteur, pour le premier nommé, des plus hautes espérances, pour le second d'une promesse de lutte des classes élargie à l'échelon mondial par le décroisement définitif du système.

Le recul du débat économique, dans le fond comme dans la forme, s'effectue aussi à la faveur d'une marginalisation des économistes universitaires, lorsqu'ils ne font pas acte d'allégeance à la nouvelle doctrine dominante. On trouve encore, à Paris et en province, des libéraux de vieille tradition, dont certains restent attachés à l'étalon or, des keynésiens non repentis, des élèves de Schumpeter qui ont lu leur maître et l'enseignent en connaissance de cause, des marxistes qui n'ont pas rejeté en bloc la pensée complexe de l'auteur du *Capital*. Mais un ostracisme non déclaré les empêche d'accéder au chapitre médiatique et, par voie de conséquence, au microcosme des décideurs politiques, puisque la sélection des bons esprits dépend des médias.

Faute de théories concurrentes qui auraient mis en échec sa prétention dominatrice, c'est une pensée d'inspiration néo-libérale qui règne en souveraine, du moins dans l'espace proprement dévolu à l'économie. Non seulement le marxisme a fait naufrage avec le socialisme réel, mais le keynésianisme a été écarté comme une théorie de circonstance, dont nous n'avons plus besoin pour nous guider. Son seul pouvoir serait au contraire celui de nuire à la mise en œuvre de ces fameuses politiques dites de « compétitivité » dont, toujours selon les dogmes en vigueur, notre survie dépendrait. Car les économistes néo-libéraux s'attribuent aussi cette vertu rare de lier étroitement leur discours aux nécessités de l'action. Ayant le privilège d'accéder aux

vérités essentielles, ils se doivent d'adresser des leçons de choses à la classe politique médusée par les accomplissements de la nouvelle économie mondialisée et des leçons de conduite aux populations que cette économie entraîne vers un indiscernable futur.

Le discours qu'ils nous infligent a pris, ces derniers temps, une résonance terroriste. À l'entendre, tout l'acquis accumulé au fil des trois derniers siècles par les peuples européens, par leur capacité inventive, leurs investissements matériels ou immatériels, leur application au travail, serait menacé de ruine. Les développements récents de l'histoire économique nous placeraient dans la situation de ces joueurs de casino, détenteurs de gains substantiels, qui devraient cependant replacer ces gains sur le tapis vert, en l'espèce le tapis vert de la mondialisation. Projetés dans la nouvelle économie définie par l'extension spatiale constante des échanges commerciaux ainsi que par la gouvernance des marchés financiers, ces peuples auraient désormais à relever un défi qu'ils n'avaient pas pressenti. La plupart des nations qu'ils nommaient, il y a peu encore, non sans condescendance, des pays en voie de développement ont acquis les rudiments essentiels de la production capitaliste. Elles ont besoin des marchés des pays plus riches pour écouler leur production croissante. Dès lors, les vieilles nations industrielles n'ont d'autre choix que de trouver la spécialisation la plus profitable qui leur permettra de *survivre* dans ce monde nouveau qui s'impose à elles comme une donnée de l'Histoire en marche. Il leur faut en outre renoncer à de nombreux avantages antérieurement octroyés ou concédés par les États ou par les patronats. Ces avantages reposaient sur l'idée que la richesse pouvait s'accumuler par étapes et qu'il était loisible d'en distribuer les dividendes sociaux. L'entrée en lice de nouveaux produc-

teurs, tout particulièrement ceux de l'Asie émergente, rendrait cette idée caduque.

L'étonnant, pour une personne formée au temps où la matière prêtait à discussion, est que la prise de pouvoir par les économistes néo-libéraux ne traduit pas un renouveau de la réflexion économique qui permettrait de dépasser les anciennes limites définies par la pensée de Keynes. La nouvelle économie attend encore son grand théoricien. Milton Friedman, récemment disparu, est sans doute le seul esprit systématique qui ait cherché à théoriser l'économie sur des bases autres que celles définies par le keynésianisme. On pourrait à bon droit lui donner la paternité intellectuelle du nouveau système, au moins pour certains de ses principes d'organisation. Friedman a dénoncé l'interventionnisme économique des États comme une source de perturbation pour les décisions rationnelles des agents économiques, a subverti l'idée keynésienne par excellence selon laquelle on devait s'accommoder d'une inflation mesurée plutôt que d'un chômage structurel, a inventé l'impératif catégorique de la création de valeur pour l'actionnaire. En ce sens, il est bien le demiurge intellectuel du nouvel univers économique et financier.

Mais l'économie néo-libérale dominante ne se place pas sous l'ombrelle protectrice de la théorie de Friedman. Car elle a très peu à voir avec la théorie proprement dite. On s'aperçoit, à l'examen, qu'elle n'avance aucun concept nouveau, qu'elle ne tente aucune reformulation. Elle ne connaît que deux types d'exercice intellectuel. Premièrement, elle entérine la nouvelle organisation économique comme une donnée de fait. Deuxièmement, elle tue dans l'œuf toute tentative de bilan critique de cette organisation qui pourrait ouvrir la voie à une nouvelle expérience. Sa virulence s'exerce tout spécialement à l'encontre de ceux qui, sans méconnaî-

tre le dynamisme d'un système fondé sur la concurrence, la capacité d'innover et le rôle des entreprises comme agents créateurs de richesses, ne sont pas disposés à admettre pour autant les débordements, les contradictions et les déséquilibres dont s'accompagne la marche de *ce capitalisme*. Elle fonctionne comme une vulgate.

Le triomphe des promoteurs de cette vulgate entraîne la ruine progressive de l'héritage d'idées économiques accumulé auparavant. Au lieu de considérer cet héritage dans sa diversité, pouvant servir de base à un débat renouvelé à la lumière des faits économiques nouveaux, ceux qui se posent en détenteurs de la vérité se saisissent de manière opportuniste de fragments de la réflexion ancienne, détachés de leur contexte. Adam Smith reste de saison en tant que théoricien présumé de la Main invisible, qui ne figure pourtant dans aucun des chapitres qu'il consacre à la logique des marchés dans *La Richesse des nations*. L'économiste Malthus a disparu de l'inventaire. Si Ricardo survit, c'est par l'intermédiaire de sa théorie contestable des avantages comparatifs. Marx est banni en tant qu'auteur économique. John Stuart Mill est oublié. Walras, théoricien de l'équilibre général de marché, ne peut servir de référence, faute d'avoir placé au centre de son système la gouvernance financière moderne. Schumpeter est accepté comme théoricien de la destruction créatrice par l'innovation mais écarté en tant qu'analyste des cycles économiques. Keynes, nous l'avons dit, est considéré au mieux comme un auteur de circonstance, au pis comme un esprit dévoyé. À suivre les agents de la vulgate, les programmes d'enseignement économique pourraient se voir avantageusement remplacés par un abrégé de leur propre doctrine émaillé de citations opportunistes. Un jeune adepte pourrait être ainsi formaté en l'espace d'un ou deux semestres au plus.

Les débats escamotés

Pour comprendre la méthode de la vulgate, prenons d'abord trois grands sujets d'interrogation qui se sont imposés à l'opinion durant ces quinze dernières années.

Premier sujet : la gouvernance financière. Les marchés financiers — bourses, marchés des emprunts, marché des devises pour l'essentiel — ont reçu la responsabilité majeure de juger, de sanctionner et, par ce biais, de piloter les entreprises et les États. Ont-ils exercé cette responsabilité conformément au cahier des charges élaboré à l'origine ? Telle est la seule question. Il suffirait alors à nos bons apôtres de défendre et d'illustrer les résultats de cette gouvernance. Mais comment faire après les scandales financiers incessants qui mettent en cause managers d'entreprises cotées, analystes financiers, gestionnaires des fonds de placement ? Comment dresser un bilan encourageant de la supervision des dettes publiques par les acheteurs de ces dettes alors que les Trésors des pays riches retombent périodiquement dans de lourds déficits qui les obligent à se charger de dettes nouvelles, mais sans subir, c'est là une source d'extrême perplexité, la sanction des prêteurs ? Comment justifier la spéculation sur les monnaies qui interdit à celles-ci de jouer, sur le marché international, le rôle crucial d'étalon pour un échange équitable des marchandises ? Comment enfin se féliciter de cette gouvernance financière après le double krach du crédit à court terme du 9 août et du 18 décembre 2007 où le système financier aux abois n'a échappé à la paralysie immédiate que par l'intervention massive des plus grands banquiers centraux dans le monde ? Alors, renonçant à faire le bilan d'échec de la gouvernance financière, les clercs de la nouvelle économie se livrent à

une surenchère. Ce serait se tromper dangereusement que de croire à une défaillance des marchés financiers, nous disent-ils en substance, il faut au contraire renforcer leur pouvoir et leur légitimité, en les dotant de lois de sécurité, de nature commerciale ou pénale, qui, dans les faits, entérinent un peu plus le nouveau système. La toute dernière crise financière porte à nouveau témoignage de leur esprit de dérobade : d'innombrables ménages américains auront été projetés dans la faillite en l'espace de dix-huit mois sans que soit émise une seule critique de fond sur le marché hypothécaire et son financement discrétionnaire. Ont refléuri à l'occasion les sempiternelles accusations contre les agissements dommageables de certains individus, peu nombreux, mais qui peuvent, étrangement, ruiner à eux seuls l'immense secteur de l'immobilier résidentiel américain. Dans ce nouvel âge du capitalisme, les acteurs sont frauduleux mais les marchés innocents¹.

Deuxième sujet : les localisations d'activités dans un régime d'ouverture des frontières de l'Europe et des États-Unis. Nous le savons maintenant. Quinze années après le surgissement de nouvelles puissances dans le concert des nations économiques, l'hypothèse d'une répartition harmonieuse et profitable entre les anciens et les nouveaux compétiteurs ne tient plus. Si l'on excepte l'Allemagne et le Japon, fournisseurs des biens d'équipement nécessaires aux pays émergents, toutes les grandes économies anciennement développées glissent vers des déficits *irréversibles* de leurs échanges commerciaux avec le reste du monde. Cette situation contredit catégoriquement le schéma classique de la théorie économique. Celui-ci pose en effet que la phase

1. Voir Élie Cohen, *Le Nouvel Âge du capitalisme*, Paris, Fayard, 2005. La crise des crédits *subprime rate* est venue à point nommé montrer qu'il y avait toujours quelque chose de pourri au royaume de la finance américaine.

du rattrapage économique des économies avancées par leurs émules des pays pauvres est marquée par un déficit commercial plus ou moins accusé, plus ou moins durable, mais inévitable en principe, de ces pays pauvres. Car ceux-ci doivent importer leurs biens d'équipement, les services intellectuels nécessités par le nouvel appareil de production qu'ils mettent en place, ainsi que certaines matières premières. Tant qu'ils n'ont pas les moyens d'exporter en quantité suffisante les produits qui pourraient équilibrer leurs échanges avec l'extérieur, ils doivent se résoudre au déficit et trouver les ressources financières requises par sa couverture.

Or, en l'espace de quarante ans, nous avons vécu deux expériences qui invalident ce schéma. D'abord avec le coup de force réussi des Dragons asiatiques qui ont rejoint les anciens pays riches en une génération, accaparant à l'occasion des marchés majeurs tels que ceux de la construction navale, de la sidérurgie ou des produits électroniques destinés au grand public. Réussite qui tient à la combinaison, fort peu conforme aux canons de la pensée économique, de marchés intérieurs *fermés* aux biens de consommation étrangers et de productions nationales *tournées vers l'exportation*. Hong Kong, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et la Corée du Sud ont ainsi démontré, d'une part, que le capitalisme ne serait plus l'apanage des nations qui lui ont servi de berceau, d'autre part, que l'ouverture réciproque des marchés n'était pas une obligation morale ou seulement pratique pour accéder à la puissance économique. C'est ce modèle aux effets prédateurs pour les pays ouverts à leurs exportations que recopient aujourd'hui les nouveaux venus de l'Asie émergente ou le Brésil en Amérique latine. L'objectif avoué est de conquérir des parts de marché extérieur sans trop concéder de parts de marché intérieur.

Qu'en aurait pensé l'austère David Ricardo, théoricien d'une spécialisation internationale fondée sur les avantages comparatifs des économies liées par le commerce international, impliquant une ouverture réciproque des marchés? Aurait-il, comme les apôtres de la nouvelle économie mondialisée, donné sa bénédiction à un processus porteur de déséquilibres toujours plus accusés? Ou aurait-il procédé à une révision déchirante de sa propre doctrine pour ne pas trahir les faits qui la démentent? Il nous est interdit de faire parler les morts. Mais si les développements récents de l'économie mondiale invalident la présentation de Ricardo, alors les tenants du libre-échange inconditionnel devraient la laisser pour ce qu'elle est, une pièce d'archéologie, et cesser de s'appuyer, implicitement ou explicitement, sur elle, pour imposer leurs propres vues.

Troisième question, celle de la demande globale. Cette question *hante* la réflexion économique depuis ses origines. Malthus et Marx ont précédé Keynes sur ce terrain difficile. Elle découle du fait que le capitalisme est, par construction, orienté vers une production toujours croissante. Cette forme économique tend à installer sans cesse des capacités supplémentaires pour écouler des biens anciens ou nouveaux. Elle y parvient d'autant mieux qu'elle fait avancer en parallèle la productivité du travail réalisé sous ses ordres. La question de la demande globale n'est rien d'autre alors qu'une formulation différente de la question de la production en régime capitaliste. À production croissante déterminée, est-on assuré que la distribution et la consommation des revenus, par différents canaux, permettront un écoulement satisfaisant de la masse des biens et services proposés sur les marchés? L'histoire de la réflexion économique montre deux attitudes : celle des autruches et celle des Cassandre. Les autruches postulent que la production

trouvera à s'écouler quoi qu'il arrive : ou bien les revenus distribués et leurs taux de consommation seront suffisants, ou bien les prix des biens s'ajusteront à la baisse pour permettre l'écoulement de la production supplémentaire. Mais les Cassandre insistent sur le fait que les employeurs ne sont incités à accroître les revenus de leurs salariés que lorsque la ressource humaine se fait relativement rare sur le marché du travail. Elles insistent en outre sur les risques de sous-consommation des revenus. Elles constatent enfin que les prix ne baissent qu'en cas de dépression, alors que l'investissement et l'embauche s'arrêtent, sans remédier à une demande défaillante. Au total, il n'est jamais exclu que les entreprises se heurtent à une insuffisance globale de la demande qui leur est adressée, insuffisance qui anéantirait leurs prévisions de chiffres d'affaires et de profit¹.

Or, les développements de l'économie post-keynésienne ont de quoi déconcerter les autruches comme les Cassandre. La croissance de la production mondiale n'a pas connu d'accélération décisive, sauf ces cinq dernières années, par rapport à celle constatée après guerre, et l'on s'attend maintenant à ce qu'elle ralentisse. Cependant, la distribution des revenus par les employeurs, calculée à l'échelon mondial, a subi une érosion, dans le contexte d'un libre-échange élargi : à productivité égale, le libre-échange mondial permet de substituer des emplois à basse rémunération aux emplois mieux rémunérés détruits dans les pays riches. L'économie mondiale, envisagée comme un tout, subit une *déflation salariale*. La part des revenus du travail dans la richesse mondiale tend à se réduire, et l'on devrait voir

1. Voir Franck Van de Velde, *Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005. L'auteur, resté fidèle à l'héritage keynésien, réitère la question cruciale de la saturation de la capacité de production par la demande globale.

se manifester la fameuse crise des débouchés théorisée par Marx et par Keynes. La réalité ne l'atteste en aucune manière : la demande des biens et services courants a toujours été fidèle au rendez-vous que lui fixe chaque jour la croissance de la production.

La réponse à cette énigme ne fait pas débat. Un système de crédit généreux a été mis en place à l'intention des consommateurs. Dans tous les pays développés, à différents degrés, les particuliers ont accès aux ressources de l'emprunt qui démultiplient leur capacité d'achat. Dans d'autres pays, récemment sortis de l'ornière communiste, comme les pays d'Europe centrale ou les pays Baltes, les consommateurs se voient déjà offrir des facilités de crédit établies sur des mécanismes importés d'Occident, tels que le crédit hypothécaire. Nous sortons ainsi du schéma de l'économie classique comme de celui du Keynes de la *Théorie générale*. La création de moyens de paiement supplémentaires se faisant aussi au bénéfice des consommateurs, l'énoncé du problème des débouchés inclut un paramètre nouveau. Le capitalisme de ce début de siècle, dominé par les marchés financiers, structuré par l'ouverture des marchés des pays riches, est aussi un capitalisme posé sur le socle discret mais déterminant de la dette des ménages. Sa dynamique, présentée par la vulgate comme la manifestation d'une économie de l'offre, s'appuie dans les faits sur un soutien discrétionnaire de la demande par le crédit qui contredit le modèle officiel.

Dans ces circonstances historiques nouvelles, la question de la demande globale n'est pas — pas encore — réapparue. Tant que les ménages américains, britanniques ou espagnols, pour ne prendre qu'eux, acceptent les risques de l'endettement pour se livrer aux délices de nouvelles consommations, il n'y a pas à craindre, semble-t-il, le ris-

Composition : Dominique Guillaumin, Paris
Impression Bussière
à Saint-Amand (Cher)
le
Dépôt légal : septembre 2008
Numéro d'imprimeur :

ISBN 978-2-07-0780000 / Imprimé en France

159171

La trahison des économistes

Jean-Luc Gréau



Cette édition électronique du livre *La trahison Des Economistes* de Jean-Luc Gréau a été réalisée le 07/11/2008 par les Editions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage, achevé d'imprimer le 01/09/2008 (ISBN : 9782070121304)

Code Sodis : N02245 - ISBN : 9782072022456